



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2015



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -89,65 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2015 s'élève à -89,65 Md€ contre -98,23 Md€ à fin août 2014 à périmètre constant.

Cette variation s'explique par la baisse des dépenses nettes du budget général à hauteur de

6,47 Md€, la hausse des recettes nettes de 4,67 Md€ et la dégradation du solde des comptes spéciaux à hauteur de 2,56 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 200,36 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ **Mission Enseignement scolaire** : 5,11 Md€ dont 2,53 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,64 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ **Mission Défense** : 3,70 Md€ partagés notamment entre le programme « Soutien de la politique de la défense » pour 1,64 Md€ et le programme « Equipement des forces » pour 1,44 Md€ ;

✓ **Mission Sécurités** : 1,47 Md€ essentiellement sur les programmes « Police nationale » (0,79 Md€) et « Gendarmerie nationale » (0,65 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2015 s'élèvent à 200,36 Md€ contre 206,83 Md€ à fin août 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique par les baisses conjuguées des dépenses d'opérations financières (-2,37 Md€) et d'investissement (-0,77 Md€) suite à des opérations exceptionnelles intervenues en 2014 dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir, des charges de la dette

✓ **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,86 Md€ essentiellement sur le programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » ;

✓ **Mission Justice** : 0,61 Md€ essentiellement sur les programmes « Justice judiciaire » (0,26 Md€) et « Administration pénitentiaire » (0,26 Md€) ;

✓ **Mission Travail et emploi** : 0,56 Md€ essentiellement sur le programme « Accès et retour à l'emploi ».

de l'Etat (-1,71 Md€), des dépenses d'intervention (-1,27 Md€) et des dépenses de fonctionnement (-0,92 Md€), suite notamment au versement en 2014 de la dernière tranche de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité en partie compensée par une augmentation des dépenses sur la mission « Défense ».

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 139,59 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,84 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,56 Md€ dont 0,84 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

TICPE : 1,29 Md€ ;

Autres impôts directs et taxes assimilés : 0,69 Md€ (Retenues à la source et ISF principalement) ;

Fonds de concours : 1,30 Md€ (fonds de concours du ministère de la défense notamment) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,15 Md€ (-2,57 Md€ au titre de la DGF) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,24 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 178,79 Md€

Elles s'élevaient à 178,22 Md€ à périmètre constant à fin août 2014, soit une hausse de 0,57 Md€. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes de TVA (+1,39 Md€), d'IR (+1,28 Md€) et de droits de mutation à titre gratuit par décès (+0,95 Md€). D'autres recettes augmentent comme les retenues à la source (+0,38 Md€), l'ISF

(+0,30 Md€), les autres taxes intérieures (+0,29 Md€) (cf focus) et la TASCOM (+0,18 Md€). Ces augmentations sont en partie compensées par la diminution des recettes d'IS (-4,75 Md€) suite aux effets du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi.

Recettes non fiscales : 7,10 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2015 s'élèvent à 7,10 Md€ contre 7,37 Md€ à fin août 2014 à périmètre constant. La baisse s'explique notamment par une diminution des dividendes et recettes assimilées (-0,96 Md€) et un décalage calendaire relatif aux prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la CDC (-0,73 Md€).

Cette baisse est contrebalancée en partie par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour +1,62 Md€ (notamment en raison du recouvrement des amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence aux principaux fabricants de produits d'hygiène et d'entretien).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -49,59 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -49,59 Md€ à fin août 2015 contre -52,34 Md€ à fin août 2014. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse, par rapport à l'an

passé, des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 2,28 Md€ (dont 1,94 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -28,88 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,94 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,56 Md€.

Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des dépenses pour 0,31 Md€ et des recettes pour 0,17 Md€.

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » comptabilise des dépenses pour 0,13 Md€ et des recettes pour 0,29 Md€.

Le compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre des recettes pour 0,11 Md€ correspondant à des cessions d'action ENGIE.

Au 31 août 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à -28,88 Md€ contre -26,31 Md€ en août 2014. L'écart s'explique par la dégradation du solde du CAS Participations financières de l'Etat (cessions de titres GDF SUEZ plus importantes en 2014) et du compte d'avances aux collectivités territoriales pour respectivement -1,29 Md€ et -0,95 Md€.

Dette financière de l'Etat au 31 août: 1 578,34 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 108,91 Md€). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 46,48 Md€ et 16,90 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



☞ **Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN)**

Les recettes fiscales enregistrent, au sein des « autres taxes intérieures », la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN). Créée en 1986, elle est collectée par les fournisseurs de gaz naturel auprès de leurs clients qui utilisent du gaz à un usage combustible, et reversée aux services douaniers. La périodicité de déclaration et d'acquittement de la taxe auprès des services douaniers est trimestrielle. Depuis

le 1^{er} janvier 2015, le taux de la TICGN est de 2,64 € le mégawattheure contre 1,27 € au 1^{er} avril 2014. La mesure d'augmentation des tarifs de la TICGN explique la hausse des recettes enregistrée en 2015 à hauteur de 289 millions €.

La prévision de recettes de la ligne « autres taxes intérieures » est établie à 1 028 millions € d'après la loi de finances initiale pour 2015.



	Mois	Cumul à fin août		Renvoi Page	
	Août	2015	2014 retraité 2014 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-9 846	-89 651	-98 227	-94 079	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	15 293	200 360	206 831	201 570	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	10 805	139 586	134 918	133 805	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	-77	47 960	46 682	46 682	
- IS *	-398	8 195	12 943	12 943	
- TVA	11 836	94 439	93 051	91 942	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 358	-28 877	-26 314	-26 314	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 271	97 080			18
Dettes financières de l'Etat	3 564	1 578 342			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Dépenses de personnel	9 923	81 677	81 111	81 101
Dépenses de fonctionnement	2 737	36 102	37 019	37 051
Charges de la dette de l'Etat	11	24 956	26 666	26 666
Dépenses d'investissement	620	7 220	7 989	7 989
Dépenses d'intervention	1 970	48 452	49 717	44 435
Dépenses d'opérations financières	32	965	3 339	3 339
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	15 293	200 360	206 831	201 570
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	14 240	178 788	178 220	177 104
Recettes non fiscales	648	7 101	7 374	7 372
Prélèvements sur recettes	-5 384	-49 588	-52 337	-52 332
Fonds de concours	1 301	3 286	1 661	1 661
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	10 805	139 586	134 918	133 805
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	16 189	189 174	187 255	186 137
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-4 488	-60 774	-71 914	-67 765
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-97	2 314	4 006	4 006
Solde des comptes de concours financiers	-5 504	-31 804	-30 907	-30 907
Solde des comptes de commerce	204	512	534	534
Solde des comptes d'opérations monétaires	39	-1 471	-177	-177
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 358	-28 877	-26 314	-26 314
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-9 846	-89 651	-98 227	-94 079



	Mois	Cumul à fin août		
	unité : million d'€. Août	2015	2014 retraité	2014 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 923	81 677	81 111	81 101
Rémunérations d'activité	5 722	46 479	46 265	46 269
Cotisations et contributions sociales	4 122	34 658	34 320	34 306
Prestations sociales et allocations diverses	79	541	526	526
AUTRES TITRES	5 370	118 683	125 720	120 469
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 737	36 102	37 019	37 051
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 443	15 472	16 661	16 666
Subventions pour charges de service public	294	20 630	20 358	20 385
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	11	24 956	26 666	26 666
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	11	24 956	26 666	26 666
Titre 5 - Dépenses d'investissement	620	7 220	7 989	7 989
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	499	5 912	7 096	7 089
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	121	1 309	893	900
Titre 6 - Dépenses d'intervention	1 970	48 452	49 717	44 435
Transferts aux ménages	198	21 952	22 322	17 261
Transferts aux entreprises	270	6 256	7 476	7 310
Transferts aux collectivités territoriales	222	4 430	4 364	4 276
Transferts aux autres collectivités	1 280	15 804	15 543	15 582
Appels en garantie	0	9	11	5
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	32	965	3 339	3 339
Prêts et avances	0	36	6	6
Dotations en fonds propres	32	359	3 376	3 376
Dépenses de participations financières	0	569	-43	-43
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	15 293	200 360	206 831	201 570



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2015		Cumul à fin août 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	212	230	2 272	2 058	1 818
Action de la France en Europe et dans le monde	159	163	1 338	1 283	1 037
Diplomatie culturelle et d'influence	13	47	649	521	520
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	20	255	247	262
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	20	0	31	8	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	203	201	1 837	1 782	1 659
Administration territoriale	141	139	1 150	1 116	1 108
Vie politique, culturelle et associative	8	5	169	168	141
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	54	57	518	498	409
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	179	137	1 762	1 736	1 952
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	84	39	749	766	948
Forêt	4	1	207	197	226
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	34	37	341	312	310
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	57	60	466	461	468
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	24	33	1 321	1 805	2 083
Aide économique et financière au développement	0	2	225	736	790
Solidarité à l'égard des pays en développement	24	31	1 096	1 069	1 293
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	50	25	2 049	1 997	2 139
Liens entre la Nation et son armée	2	2	18	18	25
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	48	23	1 941	1 911	2 050
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	0	90	68	64
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	46	46	413	414	409
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	28	234	238	236
Conseil économique, social et environnemental	1	1	40	40	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	139	136	133
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS (3)	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	106	165	1 773	1 648	1 682
Patrimoines	8	22	498	431	455
Création	26	53	534	524	546
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	73	90	741	694	682
DEFENSE	4 163	3 699	26 141	28 796	28 328
Environnement et prospective de la politique de défense	90	77	789	903	776
Préparation et emploi des forces	825	542	6 048	5 386	6 089
Soutien de la politique de la défense	1 679	1 642	14 663	14 667	14 111
Equipement des forces	1 569	1 439	4 641	7 840	5 852
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 500
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	70	82	757	723	693
Coordination du travail gouvernemental	30	39	324	319	306
Protection des droits et libertés	3	3	79	70	54
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	37	39	354	333	334
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 112	464	6 903	6 061	6 173
Infrastructures et services de transports	861	201	3 091	2 807	3 038
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	5	7	123	104	109
Météorologie	0	0	149	149	153
Paysages, eau et biodiversité	6	12	185	176	159
Information géographique et cartographique	0	0	70	70	71
Prévention des risques	4	7	113	111	130
Energie, climat et après-mines	0	2	388	379	406
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	235	234	2 784	2 264	2 327
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	-170
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	-50



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2015		Cumul à fin août 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	99	95	1 014	931	980
Développement des entreprises et du tourisme	52	47	593	519	594
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	34	309	304	308
Stratégie économique et fiscale	14	14	111	108	107
Projets industriels (2)	0	0	0	0	0
Innovation (2)	0	0	0	0	-30
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)	150	194	11 305	8 336	8 613
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	133	148	1 051	888	864
Aide à l'accès au logement	2	0	10 092	7 164	7 400
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	15	46	163	284	349
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	12	22	26 692	25 186	30 224
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	11	11	24 956	24 956	26 666
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	13	9	5
Epargne	0	10	338	220	291
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	0	0	1 385	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 025	5 111	44 775	44 601	43 670
Enseignement scolaire public du premier degré	1 632	1 644	13 188	13 186	12 872
Enseignement scolaire public du second degré	2 512	2 534	20 652	20 642	20 424
Vie de l'élève	173	174	3 485	3 406	3 104
Enseignement privé du premier et du second degrés	498	498	5 038	5 029	5 004
Soutien de la politique de l'éducation nationale	140	188	1 467	1 395	1 344
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	71	72	946	943	922
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	821	859	7 485	7 409	7 494
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	613	630	5 439	5 395	5 539
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	1
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	59	70	709	716	698
Facilitation et sécurisation des échanges	138	143	1 111	1 093	1 053
Entretien des bâtiments de l'Etat	9	10	80	79	78
Fonction publique	3	6	147	127	126
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	53	43	435	360	362
Immigration et asile	46	35	410	339	345
Intégration et accès à la nationalité française	7	8	25	21	17
JUSTICE	466	613	4 753	5 282	5 010
Justice judiciaire	231	262	1 940	2 110	2 035
Administration pénitentiaire	148	259	1 771	2 181	2 081
Protection judiciaire de la jeunesse	64	58	549	496	488
Accès au droit et à la justice	3	4	291	290	230
Conduite et pilotage de la politique de la justice	21	30	200	202	174
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	3	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	4	5	448	401	554
Presse	2	1	140	144	155
Livre et industries culturelles	2	3	230	179	177
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	78	78	183
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	40



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2015		Cumul à fin août 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	68	96	1 526	1 422	1 448
Emploi outre-mer	20	24	1 227	1 015	1 017
Conditions de vie outre-mer	48	72	299	407	431
POLITIQUE DES TERRITOIRES	9	27	461	497	505
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	6	25	36	146	153
Interventions territoriales de l'Etat	0	1	2	14	18
Politique de la ville (4)	2	0	422	336	335
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	990
Présidence de la République	0	0	100	100	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	193	356	23 459	19 995	22 650
Formations supérieures et recherche universitaire	42	76	12 250	10 536	10 472
Vie étudiante	0	10	2 251	1 690	1 602
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6	175	5 660	4 653	4 392
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	0	0	1 279	1 151	1 208
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	3 100
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	2	3	1 039	1 102	935
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	120	72	551	515	604
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	89	89	60
Recherche culturelle et culture scientifique	7	1	107	30	54
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	19	234	229	223
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	235	5 141	4 797	4 949
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	54	2 985	2 922	3 079
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	782	569	550
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	110	1 375	1 306	1 320
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	180	120	2 266	2 013	2 159
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	164	112	2 052	1 795	1 775
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	16	8	214	219	384
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 146	8 416	69 370	69 357	63 850
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 837	8 105	66 371	66 358	60 743
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	309	311	3 000	3 000	3 107
SANTE	11	9	1 084	880	870
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	11	9	454	375	407
Protection maladie	0	0	630	505	463
SECURITES	1 719	1 469	12 526	11 946	11 758
Police nationale	817	790	6 467	6 345	6 167
Gendarmerie nationale	647	653	5 543	5 329	5 286
Sécurité et éducation routières	3	2	18	15	70
Sécurité civile	252	24	497	257	234



unité : million d'€	Mois d'août		Cumul à fin août 2015		Cumul à fin août 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	92	356	14 172	9 969	9 732
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	18	28	2 354	1 664	1 281
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	2	253	10 621	7 220	7 386
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	15	13	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	68	72	1 182	1 072	1 050
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	17	37	367	342	352
Sport	11	15	209	195	201
Jeunesse et vie associative	7	22	157	147	151
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	509	564	10 189	7 989	7 578
Accès et retour à l'emploi	425	469	6 977	5 565	5 014
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	26	35	2 588	1 888	2 050
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	131	57	40
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	59	494	479	473
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	23 738	23 709	283 684	269 717	270 681
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	15 592	15 293	214 313	200 360	206 831

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	2 787	53 022	51 592	51 592
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	150	1 288	1 138	1 131
Impôt sur les sociétés (C)	498	31 022	31 632	31 632
Impôt sur les sociétés	486	30 360	30 960	30 960
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	12	662	672	672
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	693	10 892	9 997	9 997
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	127	547	464	464
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	300	3 399	3 099	3 099
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	48	62	62
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	7	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	229	3 738	3 437	3 437
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	4	127	74	74
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	13	106	106
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	12	14	14
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	19	22	22
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	49	54	54
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	2	187	5	5
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	6	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	30	59	59
Recettes diverses	21	2 677	2 560	2 560
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 285	8 533	8 453	8 453
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 681	129 676	126 896	125 787
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 563	13 710	12 360	12 360
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	25	275	255	255
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	8	98	100	100
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	4	6	6
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	118	1 061	915	915



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	840	6 618	5 668	5 668
Contribution de sécurité immobilière	47	380	376	376
Autres conventions et actes civils	34	302	354	354
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	260	248	248
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	12	86	86	86
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	9	151	127	127
Timbre unique	22	101	132	132
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	47	461	172	172
Autres droits et recettes accessoires	0	3	4	4
Amendes et confiscations	3	31	22	22
Taxe générale sur les activités polluantes	2	120	166	166
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	20	19	19
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	25	115	115	115
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	3	3
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	1	36	35	35
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	35	34	34
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	26	26
Taxe de l'aviation civile	6	46	86	86
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2	28	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	128	1 351	1 303	1 303
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	66	450	449	449
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	30	282	294	294
Prélèvement sur les paris sportifs	8	128	112	112
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	38	40	40
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	88	570	510	510
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Autres taxes	-4	55	88	88
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	22 656	248 145	242 070	240 954
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	14 240	178 788	178 220	177 104



	Mois		Cumul à fin août	
	Août	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	166	2 252	3 211	3 211
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	100	108	539	539
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	110	54	54
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	66	2 035	2 618	2 618
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	63	1 018	1 221	1 219
Revenus du domaine public non militaire	14	146	151	151
Autres revenus du domaine public	3	79	192	192
Revenus du domaine privé	3	34	30	30
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	82	77	77
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	34	641	735	733
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	6	29	23	23
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	9	12	12
Produits de la vente de biens et services (C)	87	626	593	593
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	46	274	248	248
Autres frais d'assiette et de recouvrement	38	337	324	324
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	4	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	4	11	11
Autres recettes diverses	2	7	7	7
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	23	236	211	211
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	83	79	79
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	4	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	8	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	2	32	31	31
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	16	85	77	77
Autres avances remboursables sous conditions	0	2	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	8	8
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	15	9	9



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	197	1 986	364	364
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	149	1 445	49	49
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	93	28	28
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	4	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	45	429	265	265
Frais de poursuite	1	6	8	8
Frais de justice et d'instance	1	7	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
Divers (F)	112	982	1 774	1 774
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	733	733
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	7	248	74	74
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	128	113	113
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	48	82	82
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	5	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	4	4
Récupération d'indus	1	17	22	22
Recouvrements après admission en non-valeur	10	85	111	111
Divers versements de l'Union européenne	6	20	23	23
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	16	13	13
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	11	14	14
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	52	170	180	180
Produits divers	1	91	137	137
Autres produits divers	9	126	247	247
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	648	7 101	7 374	7 372



	Mois	Cumul à fin août		
	Août	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 147	-34 460	-36 737	-36 732
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 574	-26 340	-28 277	-28 272
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-7	-10	-10
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-60	-61	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-360	-2 480	-2 662	-2 662
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-278	-1 494	-1 491	-1 491
Dotation élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-35	-39	-39
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	-36	-259	-257	-257
Dotation régionale d'équipement scolaire	-213	-526	-633	-633
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-2	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-472	-2 415	-2 215	-2 215
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-95	-522	-613	-613
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-149	-149
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-30	-156	-240	-240
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	-1	-1
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-3	-2	-2
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-55	-55	-55
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-22	-22
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-19	-39	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 238	-15 128	-15 600	-15 600
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 384	-49 588	-52 337	-52 332
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 271	3 093	1 514	1 514
Fonds de concours - coopération internationale	30	192	147	147
TOTAL FONDS DE CONCOURS	1 301	3 286	1 661	1 661

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois d'août		Cumul à fin août					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 669	4 572	41 691	42 235	44 005	46 241	2 314	4 006
Aides à l'acquisition de véhicules propres	23	26	160	145	217	240	58	96
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	32	118	662	713	984	982	321	268
Développement agricole et rural	14	9	59	62	125	107	66	45
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	17	31	217	162	250	251	32	89
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	16	1 401	6	1 493	680	92	675
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	29	80	211	171	358	340	146	169
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-4	-1	0	0	4	1
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	501	309	399	309	-102
Participations financières de l'Etat	40	108	1 660	3 662	1 695	4 984	35	1 322
Pensions	4 515	4 183	37 106	36 791	38 356	38 239	1 250	1 449
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	1	0	218	24	219	19	1	-5
Comptes de concours financiers	8 250	2 746	67 322	73 564	35 518	42 657	-31 804	-30 907
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	22	30	115	65	43	35	-72
Avances à l'audiovisuel public	306	165	2 445	2 367	1 488	1 252	-956	-1 115
Avances aux collectivités territoriales	7 939	2 557	64 280	62 390	33 600	32 664	-30 680	-29 727
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	8 386	0	8 358	0	-28
Prêts à des Etats étrangers	5	0	483	232	315	326	-168	94
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	2	84	73	49	15	-35	-58
Comptes de commerce	229	434	28 340	30 361	28 852	30 894	512	534
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	45	88	372	434	561	603	189	170
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	11	101	104	98	102	-3	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 194	1 413	1 194	1 413	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	31	30	303	269	445	464	143	195
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	132	294	26 329	28 103	26 490	28 259	161	155
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	1	2	1	0	0	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	6	27	25	47	42	20	17
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	3	13	11	15	12	2	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	8	47	3 452	1 768	1 981	1 591	-1 471	-177
Emission des monnaies métalliques	8	47	94	106	191	162	96	56
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	3 342	1 655	1 770	1 425	-1 573	-230
Pertes et bénéfices de change	0	0	16	7	21	4	5	-3
TOTAL COMPTES SPECIAUX	13 156	7 798	140 805	147 927	110 355	121 384	-30 450	-26 544
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	13 156	7 798	137 462	146 272	108 585	119 958	-28 877	-26 314

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2015
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	602	229	831
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-1	2
	Autres organismes à caractère financier	218	119	337
	Total organismes à caractère financier	833	347	1 181
	CEPL			
	Régions	926	278	1 205
	Départements	4 624	-1 424	3 200
	Communes	18 472	1 093	19 566
	HLM	360	6	366
	Autres CEPL	19 448	604	20 053
	Total CEPL	43 831	557	44 389
	Hôpitaux	4 287	-51	4 236
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	2 606	12 565
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	341	4 209
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	2 132	4 792
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	409	1 173
	Total établissements publics nationaux	17 251	5 489	22 739
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 788	-1 446	9 342
Communautés européennes	1 906	-1 272	634	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	46	11	57	
GIP	577	116	694	
EPL	1 931	704	2 634	
Autres correspondants	12 163	-1 020	11 143	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 756	-228	14 528	
Total Dépôts de fonds du Trésor	93 651	3 397	97 049	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-322	31
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-40	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	394	-362	31
Total Passif (A)		94 045	3 035	97 080
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		94 045	3 035	97 080



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2015
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 527 562	45 533	1 573 095
Titres négociables à moyen et long terme	1 352 277	62 431	1 414 708
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	108 909	1 305 452
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	109 222	1 128 770
- <i>taux variable</i>	157 169	1 387	158 556
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-46 478	109 256
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-42 637	100 800
- <i>taux variable</i>	11 720	-3 661	8 059
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	175 285	-16 898	158 387
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-16 898	158 387
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	4 758	489	5 247
TOTAL (A+B+C)	1 532 320	46 022	1 578 342



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.